

**LE RESEAU DES ASSOCIATIONS ET COLLECTIFS D'HABITANTS ET COMMERÇANTS  
DU 10<sup>ÈME</sup> ET DU 18<sup>ÈME</sup> ARRONDISSEMENTS DE PARIS (BARBES, LA CHAPELLE,  
LA GOUTTE D'OR, CHATEAU-ROUGE, MARX DORMOY, PAJOL,  
LARIBOISIÈRE ET GARE DU NORD/GARE DE L'EST)**

**Lettre ouverte à**

Monsieur le Premier Ministre,  
Mesdames et Messieurs les Ministres du gouvernement de la République,  
Madame la Maire de Paris,  
Monsieur le Président de l'Assemblée nationale, Monsieur le Président du Sénat, Monsieur le  
Procureur de la République, Monsieur le Préfet de Police

Depuis de nombreux mois, voire des années, nous, habitants et commerçants du Nord-Est de Paris, n'avons cessé de vous alerter, par différentes voies, sur la situation dégradée de nos quartiers. Cette situation s'aggrave régulièrement et de manière de plus en plus alarmante à certains endroits.

Nous, habitants et commerçants, subissons quotidiennement et à toute heure : saleté voire insalubrité, incivilité et insécurité, trafics en tous genres (ventes à la sauvette de divers produits, drogues...), confiscation de l'espace public, consommation d'alcool et de stupéfiants, prostitution, vols à l'arraché, appauvrissement de l'offre commerciale. Face à cela, force est de constater le manque de réactivité et l'inefficacité des pouvoirs publics.

L'intégration de nos quartiers à la Zone de Sécurité Prioritaire (ZSP) dans laquelle nous avons vu des raisons d'espérer une amélioration, s'avère malheureusement sans effets probants.

Nous, habitants et commerçants, refusons l'abandon de ces quartiers par la puissance publique. Nous refusons la ghettoïsation et la paupérisation de notre cadre de vie.

Nous refusons l'accumulation de toutes les précarités dans nos quartiers où la loi de la jungle a pris le pas sur la loi républicaine.

Nous refusons la remise en question du principe de l'égalité entre les femmes et les hommes résultant de l'occupation exclusivement masculine de certains espaces publics dans nos quartiers.

Nous refusons la disparition de la mixité sociale générée par cet état de fait, qui pousse celles et ceux qui en ont les moyens à déménager.

Nous refusons la rupture d'égalité avec les autres citoyens parisiens, dans une République pourtant fondée sur les principes d'indivisibilité du territoire et d'égalité de tous devant la loi.

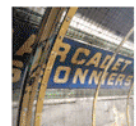
Nous, habitants et commerçants, réclamons pour nos quartiers un retour à l'état de droit et au respect des lois de la République.

Nous, habitants et commerçants, sommes soucieux d'éviter la perte de confiance des citoyens concernés à l'égard des décideurs politiques, et de prévenir la tentation, chez certains d'entre eux, de se tourner vers des valeurs contraires à celles de la République.

Face à la gravité de cette situation, nous attendons de vous, Monsieur le Premier Ministre, Mesdames et Messieurs les Ministres du gouvernement de la République, Madame la Maire de Paris, Monsieur le Président de l'Assemblée nationale, Monsieur le Président du Sénat, Monsieur le Procureur de la République, Monsieur le Préfet de Police, que vous preniez d'urgence les mesures fortes qui s'imposent.

Association Cavé-Goutte d'Or • Association Demain La Chapelle • Association La Vie Dejean •  
Association Paris Goutte d'Or • Association SOS La Chapelle • Association Vivre Gare du Nord&Est •  
Association des commerçants srilankais et indiens en France •  
Union des commerçants La Chapelle-Goutte d'Or •  
Collectif Marcadet • Collectif SOS Pajol-Girard • Collectif Riverains Lariboisière-Gare du Nord •

**Cavé Goutte d'Or**



Collectif Marcadet

**Paris  
Goutte d'Or**



**\*SOSP AJOL-GIRARD\***

